

Culture



La brèche : tremblement de terre, système de domination et costureras au Mexique

Greg Teal

Volume 7, numéro 2, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1078966ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1078966ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA),
formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne
d'Ethnologie

ISSN

0229-009X (imprimé)

2563-710X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Teal, G. (1987). La brèche : tremblement de terre, système de domination et costureras au Mexique. *Culture*, 7(2), 43–49. <https://doi.org/10.7202/1078966ar>

Résumé de l'article

Cet article examine le développement de la conscience et de l'organisation sociale des ouvrières de l'industrie du vêtement à Mexico, suite au tremblement de terre de 1985. On démontre comment une crise soudaine et tragique, s'insérant cependant dans un contexte de système de domination en déclin, a mené à rupture entre les dominées d'un côté, le parti au pouvoir, ses institutions, ainsi que le patronat de l'autre. Nous faisons également une brève critique de la notion du développement de la conscience de classe de Michael Burawoy.

Tous droits réservés © Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne d'Ethnologie, 1987

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La brèche : tremblement de terre, système de domination et *costureras* au Mexique¹

Greg Teal
Université de Montréal

Cet article examine le développement de la conscience et de l'organisation sociale des ouvrières de l'industrie du vêtement à Mexico, suite au tremblement de terre de 1985. On démontre comment une crise soudaine et tragique, s'insérant cependant dans un contexte de système de domination en déclin, a mené à rupture entre les dominées d'un côté, le parti au pouvoir, ses institutions, ainsi que le patronat de l'autre. Nous faisons également une brève critique de la notion du développement de la conscience de classe de Michael Burawoy.

This article examines the development of the consciousness and social organization of women garment workers in Mexico City following the earthquake of 1985. We show how a sudden and tragic crisis, taking place however within a context of the decay of the system of domination, led to a break between the dominated on one side, and the governing party, its institutions and the employers on the other. We also engage in a brief critique Michael Burawoy's notion of the development of class consciousness.

Introduction : les secours en cas de désastre et la domination de classe

Les désastres, qu'ils soient d'origine naturelle ou sociale, rendent souvent apparent le système de domination de classe et de sexe dans lequel vivent les victimes. Dans ces cas, l'intervention de l'État n'a pas uniquement pour but de soulager la souffrance humaine—c'est souvent sa dernière priorité—mais de restreindre la mise à nu et le questionnement du système de la domination sociale. En ce sens, la gestion étatique des désastres peut agir à deux niveaux qui se renforcent réciproquement : d'une part, l'État veut prévenir l'auto-organisation des groupes touchés, en se chargeant des secours par le biais des divers organismes d'État ; d'autre part, il tente de divertir ou de prévenir le développement de la conscience de classe et de sexe des groupes touchés en accaparant l'analyse publique et l'interprétation du désastre faites par la population. Ce désastre sera présenté soit comme l'aboutissement des forces de la nature en dehors de la volonté de l'homme, soit comme le résultat des pratiques sociales des victimes elles-mêmes. Dès lors, l'objectif de la gestion étatique du secours qui fonctionne aussi bien au niveau de l'organisation que de l'idéologie sociale, sera la restauration ou la conservation de sa propre légitimité, mais surtout le maintien des victimes ainsi que leurs groupes et classes sociales dans une position de relative

impuissance, situation qui permet de protéger les intérêts des classes dominantes.

Deux exemples que nous considérons comme éloquentes vont nous aider à renforcer notre analyse. Il s'agit dans un premier plan de la Pologne. En effet, peu avant la naissance du mouvement syndical indépendant et autonome *Solidarité*, quelques désastres miniers s'étaient déjà produits dans la région houillère de la Silicie. Le gouvernement polonais avait dépêché des hauts fonctionnaires sur les lieux pour y coordonner les secours. Dans leurs allocutions aux funérailles des mineurs tués, les fonctionnaires avaient fait état de la compassion du Parti envers les victimes de ces «désastres naturels». En revanche, aux yeux des mineurs du charbon, les désastres n'étaient nullement naturels. Si l'on considérait la dette extérieure croissante de l'État et les projets industriels de grande envergure en chantier, l'État avait connu une croissance fulgurante de ses besoins en devises. L'exportation du charbon étant la source principale des devises, l'État intensifiait l'ouverture des puits tout en réduisant l'investissement dans l'infrastructure et la sécurité minière. Tant que les mineurs ne disposaient pas d'un syndicat démocratique et indépendant de l'État ils n'avaient, devant ces désastres, aucun moyen de modifier les conditions inhérentes à cet état de chose.

Le second exemple nous vient d'un pays capitaliste avancé. C'est celui de l'engloutissement de la plate-forme de forage *Ocean Ranger* près de la côte terre-neuvienne au Canada. Ici, comme dans d'autres cas de désastres, la réponse du gouvernement canadien a été la mise sur pied d'une Commission royale d'enquête afin de déterminer les causes du désastre, et pour proposer des mesures préventives contre des accidents semblables à l'avenir. La Commission, ayant entendu les témoignages ou comptes rendus des représentants des différents groupes, a effectivement limité la possibilité d'intervention des travailleurs du forage et des familles des victimes de l'*Ocean Ranger* en orientant leurs efforts dans un cadre institutionnel sous la tutelle exclusive de l'État. En même temps, le système juridique a canalisé les efforts des familles des victimes pour la lutte d'une indemnisation purement financière. Quoique certaines recommandations de la Commission royale aient été exécutées—ce qui est en soi un événement assez remarquable dans le bilan des Commissions royales—les groupes touchés n'avaient que très peu de possibilités de contester la légitimité de la structure des intérêts qui avait donné lieu au désastre. Dans ce cas, la production des sociétés pétrolières qui a pour but de réaliser des profits et non de satisfaire des besoins sociaux est soutenue par l'État qui se présente comme garant des conditions globales dans lesquelles les sociétés agissent. L'objectif prioritaire de faire des profits, constitue à la fois la cause fondamentale de l'engloutissement de la

plate-forme de forage, et la pièce maîtresse de l'intervention étatique dans le sillage du désastre.

Dans le cas où la légitimité de l'État est généralement acceptée et où le système de domination ne s'effrite pas, il est peu probable qu'un désastre d'origine naturelle ou humaine puisse remettre en cause la structure ou l'idéologie du système, en autant que l'État gère efficacement la réaction de la population. Par contre, là où le système de domination a déjà commencé à s'effriter, là où il est contesté par une partie importante de la population, il est alors possible que le désastre contribue à une perte ultérieure de la légitimité étatique, au développement de la conscience, à l'organisation des groupes touchés.

Le Mexique : le système de domination à la lumière du tremblement

Le tremblement de terre qui a secoué le Mexique le 19 septembre 1985 est particulièrement révélateur du système de domination du parti au pouvoir, le *Partido revolucionario institucional* (PRI), et plus encore révélateur de l'effritement de ce système.

Ce système a été mis en place graduellement avec la fin de la révolution, plus particulièrement ses bases étaient solidement établies sous la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940). Malgré le caractère de la révolution—initialement agraire et anti-impérialiste qui a acquis un aspect capitaliste—les masses paysannes et ouvrières n'étaient pas en mesure, pour diverses raisons, de prendre ou de garder le pouvoir de l'État. En même temps, à cause du fait de la combinaison de la montée et de la mobilisation de la paysannerie et de la classe ouvrière, d'une part, et de la faiblesse de la bourgeoisie, d'autre part, l'État qui avait émergé des cendres de la révolution n'était pas un État bourgeois de type classique. Il s'agissait d'un État bourgeois, dans le sens qu'il visait au développement du capitalisme (Durand, 1987:42). Mais c'est sa prétention à incarner la révolution qui va permettre au parti dominant de consolider son pouvoir (Gilly, 1987:7).

Suite à la révolution le *Partido nacional revolucionario*, devenu le *Partido de la revolución mexicana* et, plus tard le *Partido revolucionario institucional*, était obligé d'instaurer une réforme agraire visant à la redistribution des terres aux paysans. Plus tard, face aux mobilisations ouvrières, mais aussi face à l'incapacité de la bourgeoisie nationale à définir son propre projet de développement industriel, Cardenas a nationalisé deux grands secteurs industriels appartenant à des compagnies étrangères : chemins de fers et pétrole (Durand, *ibid.*). Mais la grande réussite de Cardenas fut l'incorporation de la paysannerie, de la classe ouvrière et des secteurs populaires, par la voie de leurs grandes organisations centrales, dans les rangs du PRI. Donc, non seulement le PRI se présente comme le garant des acquis de la révolution, mais il prétend être le

vrai représentant des masses mexicaines, tout en contrôlant ces mêmes masses. De ce fait, il tente de limiter le développement de toute autre formation sociale ou politique indépendante du parti-État, tout en lui reniant toute légitimité.

Protégé d'un capitalisme étranger, et d'une classe ouvrière finalement dépendante, le capitalisme industriel mexicain, pratiquant un dirigisme économique efficace, va connaître durant les années 40 jusqu'à 70 une croissance considérable. Entre 1950 et 1975, la production industrielle est multipliée par 6,5, soit un taux de croissance moyen de 7,8 % par an (Durand, 1987:9; Brooks, 1987:22).

Mais le « miracle industriel » mexicain contenant toujours des contradictions et des éléments déstabilisateurs, a commencé à déraper dans les années 70 et 80. La baisse du prix du pétrole a sévèrement réduit la source primaire du capital et de l'échange. Tout cela, combiné avec l'inefficacité des secteurs industriels étatiques, a favorisé un double processus : l'émergence du pouvoir des firmes étrangères (les *maquiladoras* par exemple) et une dette extérieure incontrôlable. Les victimes de cette crise économique—le ralentissement de l'économie, la dette, et l'austérité qui en résultent—sont les masses paysannes et ouvrières. En 1985, les salaires réels régressent jusqu'au niveau de ceux des années 60, et 54 % de la population active va gagner moins que le salaire minimum (Brooks, *ibid.*). En même temps, l'inflation et le coût de la vie ne cesseront pas d'augmenter.

Face à cette crise, le système de domination basé sur le monopole du pouvoir du PRI et sa capacité à incorporer les divers secteurs sociaux, va connaître de plus en plus de difficultés. En butte à diverses difficultés—la perte de sa légitimité comme garant des acquis de la révolution et du progrès social, son incapacité à instaurer un nouveau mode d'accumulation et de croissance économique—le PRI va être contesté par des secteurs de la bourgeoisie, par les paysans, les ouvriers ainsi que d'autres groupes opprimés (femmes et indigènes). La faiblesse, l'autoritarisme et la corruption vont remplacer le visage paternaliste et populiste que se donnait le PRI. Le tremblement de terre vient mettre à nu le pourrissement du système de domination.

En plus du système de domination et son déclin, un second élément d'analyse est suscité par le séisme mexicain. Quelles sont les conditions qui font naître une conscience qualitativement nouvelle de leur situation chez les travailleurs et travailleuses ainsi que l'organisation correspondante ? Bien entendu, cette question est liée à la première (le système de domination et son déclin) dans la mesure où ces développements subissent l'influence du modèle existant de domination de classe et de sexe et l'influencent à leur tour. Dernièrement, Michael Buroway a tenté de répondre à cette question

en traitant de l'intervention historique du prolétariat conscient de soi (Buroway, 1985). Tout en ayant recours à une vaste étude des textes marxistes et sociologiques sur les classes sociales et le processus de travail, il accorde la priorité au processus de production dans la forme que prend cette intervention. La faiblesse principale de Buroway est que son analyse néglige, à toutes fins utiles, l'influence qu'exercent sur la formation de la classe ouvrière, les conditions sociales, politiques et économiques qui ne sont pas forcément des éléments du processus de production dans les usines. Comme beaucoup de théoriciens du processus du travail, Buroway présente une vision simpliste, déterministe, de la relation complexe et souvent contradictoire entre, d'une part, le processus de production et les rapports sociaux au travail, et d'autre part, les facteurs sociaux et politiques agissant au niveau de la société. Cette faiblesse est particulièrement manifeste dans sa discussion des rapports entre sexe, race et classe. Il affirme que, malgré la ténacité profonde des dominations sexuelle et raciale, la classe demeure le principe d'organisation fondamental des sociétés contemporaines. De même, il affirme que la classe est plus utile pour expliquer le développement des sociétés contemporaines, et que l'influence qu'elle exerce sur la domination raciale et sexuelle est plus grande que l'influence inverse (Buroway, 1985:9). Il est très plausible d'accepter la classe comme principe organisateur de base des sociétés contemporaines. Mais une interprétation aussi étroite que la sienne compromet gravement la capacité réelle de l'analyse de classe à expliquer le développement social. Les dominations raciale et sexuelle, entre autres, sont si étroitement imbriquées dans la domination de classe qu'il est difficile de retrouver les racines de la domination de classe en dehors de ces autres formes. De même, la subordination artificielle et arbitraire de toute autre forme d'oppression et de domination à celle de la classe rend difficile une explication du rôle de la race et du sexe dans le développement de la conscience et de la formation de classe. En effet, peu de groupes opprimés développent une analyse ou une organisation sociale sur la seule base claire et directe de la classe.

Si cet essai explique en partie le déclin du système de domination typique de la formation sociale mexicaine, il vise aussi à montrer, à travers la documentation brève et forcément fragmentaire, des expériences quotidiennes d'un groupe de travailleuses, les mécanismes implicites d'une domination de classe et de sexe, et le développement explicite de la conscience de classe et de sexe.

Bien entendu, ces expériences quotidiennes ont eu lieu dans des circonstances exceptionnelles. Malgré un processus de déclin du populisme mexicain déjà long et profond, ce qui a révélé la source des problèmes de ces femmes et a suscité la recherche de solutions collectives chez elles, était une crise sociale grave. Contrairement à

ce qu'affirme Buroway, ce n'est pas forcément la politique de la production à l'usine qui a suscité ce développement.

Le premier mois après le séisme: du désastre à une mobilisation de classe et de sexe

Le tremblement de terre a frappé Mexico le 19 septembre 1985 vers 7 h 19 du matin. Les quartiers de la confection, notamment le Centro et San Antonio Abad, ont subi des dommages importants. Six cents à 1 600 travailleuses et travailleurs sont morts. La mortalité y aurait été bien plus élevée, si le tremblement était survenu une demi-heure plus tard, avec des dizaines de milliers d'opératrices de vêtements de plus à leur poste de travail. Quoique l'estimation des destructions d'usines varie, *La Cámara Nacional de la Industria del Vestido*, l'association nationale de l'industrie du vêtement, a estimé à 500 les usines sérieusement endommagées, dont 200 détruites. Cela a eu pour effet de mettre environ 40 000 travailleuses du vêtement au chômage avec peu de chances de retrouver rapidement un autre emploi.

Presque aussitôt après la fin de la secousse majeure, les travailleuses du vêtement et leurs familles ont du affronter les forces conjuguées des industriels, de l'État et des syndicats officiels (les centrales affiliées étroitement à l'État, au parti au pouvoir et aux industriels). Le 20 septembre, l'armée a barricadé les édifices détruits et en a interdit l'accès aux travailleuses et aux familles qui tentaient de retrouver les personnes encore emprisonnées sous les décombres. Le 24 septembre, certains propriétaires ont fait venir des grues et des équipements lourds pour enlever les machines des ateliers.

Indifférents à l'égard de la vie humaine, le patronat et l'État vont, par leurs actions, soulever la révolte des *costureras* qui vont s'organiser de façon spontanée et officieuse à partir de chaque usine.

Une expérience concluante pour les *costureras*, à tout le moins pour un certain nombre, dans le quartier San Antonio Abad, où s'est déroulé cet affrontement. Plus de 50 travailleuses s'étaient rassemblées autour des ruines de l'édifice où était située l'usine *Dimension Welds* pour attendre la rétroactivité des salaires, due par le propriétaire. Dans un premier temps, celui-ci a refusé, prétextant avoir été ruiné par le séisme. Les *costureras* en discutant entre elles et avec un groupe féministe-marxiste venu au quartier, ont compris qu'elles perdraient tout rapport de force effectif, si le propriétaire réussissait à enlever ce qui restait de l'équipement. Elles ont donc décidé de monter la garde 24 heures sur 24 autour de l'édifice. Le lendemain de la première veille nocturne, la direction a fait venir une grue et un camion pour enlever les machines. Malgré la présence de soldats munis de mitraillettes, les *costureras* ont entrepris de

bloquer la rue avec les débris empruntés aux édifices endommagés. À ce moment-là, des journalistes, des avocats et des militaires de groupes politiques étaient sur place. Face à la volonté farouche des *costureras*, soutenues par leurs partisans, et à une publicité croissante, la direction a décidé de leur verser les sommes dues. Or, à ce moment-là, les *costureras* avaient élargi leurs revendications à l'indemnisation pour le travail perdu. La direction a refusé en faisant savoir que l'armée interviendrait pour permettre le passage de l'équipement. En effet, profitant de la confusion générale, un camion tentait d'évacuer l'équipement. Quand les *costureras* et leurs sympathisants se sont rendu compte de la manœuvre, ils ont formé une chaîne humaine pour immobiliser le camion. Les soldats ne sont pas intervenus et le camion était incapable de partir (Lamas, 1986: 5-6).

Ces premières expériences, survenues pendant les premiers jours après le tremblement de terre, ont été décisives pour saper l'image populiste du PRI et rompre avec la passivité et l'isolement des *costureras*. Un grand nombre de *costureras*, surtout dans le sillage de l'affrontement de *Dimension Welds*, a pris conscience de la nécessité de s'organiser pour atteindre certains de leurs buts. Dans un premier temps, deux organisations ont pris naissance pour regrouper les travailleuses de plusieurs usines sur une base régionale. La première est la *Promotora de Costureras en Lucha*, à San Antonio Abad, apparue le 2 octobre, la seconde, la *Coordinadora de costureras del centro*, a suivi le 13 du même mois. Réunies au sein de ces comités bénéficiant du soutien croissant d'avocats de l'Université nationale autonome du Mexique, de groupes féministes, de quelques partis politiques de gauche, notamment le *Partido revolucionario de los trabajadores* (PRT) et le *Partido mexicano de los trabajadores* (PMT), grâce aussi à une couverture de presse continue des effets du séisme, accompagnée de reportages sur les conditions d'exploitation et d'oppression auxquelles les ouvrières faisaient face, les *costureras* ont pu articuler une série de revendications et s'engager fermement dans bon nombre d'actions pour les mener à bien. Parmi les premières revendications, on réclamait entre autres des négociations collectives entre les comités de travailleuses et l'employeur, l'indemnisation aux familles, et aux *costureras* en chômage, le rappel au travail des *costureras* sans emploi, et surtout une meilleure réglementation publique de l'industrie. Une pétition a contribué à soutenir et à faire connaître ces revendications, ce qui a eu pour effet de mobiliser d'autres *costureras*, d'acquiescer des soutiens et d'établir des contacts avec d'autres groupes, afin de maintenir une pression publique sur l'État et le PRI.

Au cours des deux semaines suivantes, les revendications et les actions vont connaître une escalade rapide, tout comme la coordination entre les organisations nouvellement établies. Les deux comités ont décidé

d'organiser une marche unitaire, en direction du Palais du Président, le 18 octobre. Or, peu avant la manifestation, le 17 octobre, deux événements qui ont eu lieu vont contribuer à l'unité des *costureras* et à leur autonomie face au PRI et aux institutions étroitement liées à ce parti, c'est-à-dire par rapport à l'appareil parti-État. D'abord, elles vont transmettre leur pétition à la responsable à la condition féminine de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM). Au cours de cette rencontre, elles exigeront que le gouvernement reconnaisse un syndicat autonome des *costureras*, c'est-à-dire un syndicat non-affilié à la CTM. Lorsque la responsable CTM a suggéré aux *costureras* de lier leurs organisations aux structures de la CTM et du PRI, ces dernières l'ont huée.

Le soir même, après la rencontre avec la CTM, les *costureras* se sont réunies, notamment pour préparer la manifestation du lendemain. Cette assemblée s'est poursuivie très tard dans la nuit. Au cours des débats et de la discussion, les *costureras* ont évalué la situation politique dans le pays ainsi que leur condition d'ouvrières. L'aboutissement de ce processus de clarification de leur place sur l'échiquier socio-politique fut la décision de fusionner la *Promotora de Costureras en Lucha* et la *Coordinadora de Costureras del Centro* en une seule organisation.

Le 18 octobre, entre mille et trois mille ouvrières du vêtement de 26 usines situées à Mexico ont marché sur la résidence du Président. Elles ont manifesté pendant deux heures avant que le Président, Miguel de la Madrid, ne consente à rencontrer leur porte-parole. À ce moment-là, le triste sort des *costureras* ainsi que celui des milliers d'autres victimes du séisme, était encore relaté dans la presse nationale et internationale, et le Président M. de la Madrid a sans doute jugé prudent sur le plan politique, de démontrer la compassion du gouvernement envers les victimes en acceptant une rencontre avec elles. À cette rencontre, les porte-parole des *costureras* ont présenté un certain nombre de revendications nécessitant l'intervention du Président. Pour l'essentiel, ces revendications reprenaient les prises de position exprimées auparavant dans la pétition et lors de leur rencontre avec la CTM, la veille : l'indemnisation, la réouverture des établissements et un programme de création d'emplois. D'après le bilan qu'elles avaient dressé la veille de leur situation et de la conjoncture, elles avaient compris qu'aussi longtemps qu'elles ne se donneraient pas une organisation unitaire et représentative, avec laquelle l'État composerait, peu (ou aucune) de leurs revendications seraient prises au sérieux. Donc leur revendication clé soumise directement au Président consistait en une reconnaissance juridique d'un syndicat indépendant non affilié à la CTM. Lors de cette rencontre, le Président a fini par consentir à cette revendication, la plus importante, en leur assurant que le gouvernement leur accorderait un

statut juridique. Deux jours plus tard, le 20 octobre, le ministre du Travail leur accordait ce statut juridique, sous le nom de « *Syndicat des ouvrières du vêtement du 19 septembre* ».

Donc, au cours d'un seul mois, les *costureras* de Mexico ont parcouru un long chemin : au départ isolées et passives devant des conditions d'exploitation et d'oppression extrêmes, et face à l'idéologie populiste dominante, elles ont enfin abouti à la création d'une organisation syndicale, capable à tout moment de servir leurs intérêts et de les défendre contre les forces économiques, politiques et sociales qui les assujettissent. Indiscutablement, la cause directe de cette radicalisation et de cette mobilisation extrêmement rapide, c'est le séisme. Au cours de la Conférence pour l'échange et la solidarité internationale (du 22 au 26 octobre 1986) du « *Syndicat des ouvrières du vêtement du 19 septembre* », toutes ont exprimé le même avis, au cours des assemblées ou des entretiens officieux : « *Le séisme nous a ouvert les yeux et nous a poussées à agir* ».

La question à débattre ici est la suivante : est-ce que la fondation du « *Syndicat des ouvrières du vêtement* » est la conséquence d'un processus de délégitimation du système de domination allié à un rejet conscient de ce système ? En outre, si le syndicat puise ses origines dans un tel processus combiné, continuera-t-il à poser un défi au système de domination ? Cette dernière question est tout aussi importante que le militantisme des débuts du syndicat, pour deux raisons. D'une part, dans l'histoire, plusieurs syndicats d'ouvriers et d'ouvrières du vêtement ont surgi pendant des périodes d'agitation et de crise sociale. À l'étape de formation, certains étaient fort militants ; souvent, ils reprenaient à leur compte des éléments d'une orientation anti-capitaliste. Ces développements étaient dus, en partie, à l'éclosion des frustrations et des souffrances accumulées dans un milieu de travail extrêmement autoritaire qui ne laissait aucune place à l'expression de leurs souffrances ou de leurs besoins. Étant donné l'hostilité extrême de l'employeur face à quelque forme que ce soit d'organisation autonome des travailleurs, lorsque les travailleurs du vêtement se sont organisés, ils ont dû affronter non seulement les employeurs, mais aussi la structure étatique (la police, les tribunaux, les ministères du travail), ce qui a engendré une ferme radicalisation de leur part. Or, par la suite, les directions ont eu tendance à devenir conservatrices sur le plan politique et l'autonomie syndicale par rapport à l'employeur et à l'État s'effritait. Parallèlement à ces développements, la vie et la démocratie syndicales ont connu un réel déclin face à la consolidation de la direction bureaucratique patriarcale et autoritaire. Des exemples éloquentes de ce modèle de formation syndicale nous sont fournis par l'Union internationale des ouvrières et ouvriers du vêtement pour dames et par les Travailleurs amalgamés du vêtement et du textile (Macleod, 1974 ; Bernier,

1979; Teal, 1986). Aux États-Unis, comme au Québec et dans le reste du Canada, les campagnes d'organisation de ces syndicats ont donné lieu à une politisation plutôt rapide, à une mobilisation active d'un grand nombre d'ouvrières, avec ensuite un retour presque aussi rapide à une passivité et à une subordination relatives. N'est-il pas possible que le « Syndicat des ouvrières du vêtement du 19 septembre » devienne la victime d'un processus analogue ?

La deuxième raison pour poser cette question, liée à la première (le rejet ou non du système) est le fait que, même si le séisme a mis à nu le pourrissement du populisme du PRI, historiquement le PRI a fait preuve d'une grande souplesse soit en intégrant des groupes et mouvements qui avaient osé mettre en cause son autorité ou, si cela n'était pas possible, les marginalisait (Gilly, 1987; Aguilar Mora, 1982).

Pour répondre à ces questions, à savoir si l'organisation du syndicat a constitué une rupture qualitative avec le système de domination, et si le syndicat poursuivra cette voie apparente, nous étudierons les déclarations des ouvrières elles-mêmes.

Chez les *costureras*, la réponse du PRI à la crise engendrée par le séisme s'est en effet soldée par le rejet de certains des axiomes les plus fondamentaux de l'idéologie populiste du PRI. Notamment, on a démontré à quel point le titre du PRI de gardien fidèle des traditions de la révolution était vide de sens. À l'ouverture de « L'Assemblée pour l'échange et la solidarité internationale », Evangelina Corona, la présidente du syndicat, a déclaré : « Depuis le tremblement de terre, nous avons compris que nous voulons la réalisation des objectifs de la Révolution. » Elle a continué en disant à quel point le PRI s'était éloigné de ces objectifs et n'avait pas répondu aux besoins fondamentaux du peuple mexicain.

« Si les dirigeants de la Révolution étaient ici, ils crèveraient sur place. Nous (les *costureras*) devons agir comme des robots. Est-ce que nous, ouvrières du vêtement, accepterons encore d'être piétinées ? Celles qui produisent le plus ont le moins ? La seule chose qui est révolutionnaire à l'heure actuelle, c'est l'inflation. J'étais dans les JPRI, j'ai toujours voté PRI. Le PRI nous a fait des promesses. Mais le PRI a permis la croissance de la dette extérieure. Pour nous, les ouvrières du vêtement, le séisme était un réveil. Nous exigeons le respect. »

Bien entendu, c'est l'une des dirigeantes du syndicat qui parle, et il ne faut pas prendre pour acquis que cet avis représente celui des membres de la base, et encore moins celui des ouvrières du vêtement qui demeurent inorganisées. Néanmoins, cette position est sans doute très répandue chez un nombre important d'ouvrières du vêtement. Evangelina Corona a travaillé 22 ans dans l'industrie de la confection avant le tremblement de terre. Elle était profondément croyante, et l'est toujours. Sa vie ressemble à celle de milliers d'autres travailleuses

du vêtement dans l'agglomération de Mexico. Comme la très grande majorité de ces travailleuses, elle n'a aucune expérience antérieure dans l'organisation syndicale ou comme syndicaliste. Comme elle l'a avoué elle-même, avant le séisme, sa conscience des conditions plus vastes dans lesquelles elle et les autres ouvrières du vêtement évoluaient était fort limitée. Mais, tout comme chez des centaines d'autres travailleuses, le tremblement de terre a secoué cet état de passivité. En d'autres mots, son militantisme et son analyse ne sont pas du tout le fruit d'un programme d'une élite avant-gardiste. Son analyse sur la situation de son pays, et notamment de celle des ouvrières du vêtement, ainsi que les solutions qu'elle prône, ont été élaborées collectivement avec un grand nombre d'autres femmes, au cours d'une période de crises exceptionnelles et intenses auxquelles elles ont dû faire face. L'ensemble des réponses au séisme par l'appareil dominant (sous tous ses aspects : le parti, l'armée, la CTM) a été perçu comme à la fois tout à fait inadéquat et foncièrement injuste, donc toute l'idéologie populiste qui soutenait le système a connu une délégitimation radicale. En même temps, à cause de la totalité unifiée des réponses (du gouvernement, le PRI, le patronat, la CTM), les ouvrières ont rejeté le système dans son ensemble. En ce sens, la marche sur le palais présidentiel ne peut pas être expliquée comme une croyance persistante de la part des ouvrières du vêtement à penser que l'État et le Parti les protégeraient. Il s'agissait au contraire d'un affrontement direct avec ce qu'elles percevaient dès lors comme le symbole de leur oppression.

Discussion

La crise sociale déclenchée par le séisme du 19 septembre 1985 est révélatrice du système de domination de classe et de sexe qui repose sur un quasi-monopole du pouvoir politique et social. La base historique de ce système consiste en la capacité du PRI à garantir les conditions fondamentalement nécessaires à l'accumulation du capital tout en se présentant comme le défenseur nationaliste des classes laborieuses et rurales. Or, avec l'aggravation de la crise économique, il lui devient de plus en plus difficile de s'acquitter de ce rôle de médiateur entre les classes sociales. Son soutien aux classes dominantes aux dépens des dominées devient de plus en plus évident. En même temps, son image populiste est en déclin, et il doit user de plus en plus de son emprise directe sur les institutions d'État et sur certaines organisations de masse pour maintenir à la fois le système de domination et son pouvoir. Au lendemain du séisme, les ouvrières du vêtement ont perçu dans la réponse de l'État la priorité de celui-ci à protéger la propriété privée. Puis, quand les ouvrières du vêtement ont entrepris de s'organiser sur une base indépendante, le parti-État a répondu, par le truchement de la CTM

bureaucratisée, en tentant d'intégrer l'organisation indépendante naissante dans les structures traditionnelles de la domination.

Or le PRI et la CTM n'ont même pas pu entamer ce processus d'intégration et de rétablissement de leur légitimité. L'existence d'une organisation indépendante, soutenue par d'autres secteurs organisés de la population, jouissant de la sympathie d'un large secteur de l'opinion publique, a exercé pendant un temps une pression sur l'appareil parti-État. Ce dernier devait répondre, dans une certaine mesure, aux revendications d'un groupe sans pouvoir, qu'il n'aurait guère écouté dans d'autres circonstances. Le rapport entre les forces politiques et sociales dans cette conjoncture précise, a obligé l'État à accorder la reconnaissance juridique au Syndicat des ouvrières du vêtement du 19 septembre.

Le séisme mexicain suscite un autre débat que celui de la fondation et du déclin d'une forme et d'une structure précises de domination de classe et de sexe. Il révèle l'une des grandes ironies du capitalisme. Le premier fondement du capitalisme est le mécanisme économique de l'extraction de la plus-value du travail salarié. Un des résultats de ce processus continu est le regroupement des travailleurs individuels dans un corps collectif, qui travaille et vit dans des conditions semblables. Marx a eu tendance à prendre pour acquis que cette concentration des travailleurs dans un même lieu de travail et l'élimination progressive des distinctions sociales entre eux et les métiers engendreraient la conscience et la solidarité de classe. Récemment, Michael Burawoy a argumenté que les expériences des travailleurs et des travailleuses dans la production sont déterminantes dans leurs interventions sociales et politiques lato sensu.

Le séisme mexicain révèle les pièges d'une relation aussi automatique entre le vécu des travailleurs et travailleuses dans la production, et le développement de la conscience et de la mobilisation. Ce n'est qu'en dehors du processus de production, et grâce à des conditions exceptionnelles, indirectement liées au processus de production, que ces travailleuses ont pu élaborer une

analyse collective, à la fois de leur condition et de la structure sociale en général, et jeter les bases de leur auto-organisation sociale.

NOTES

1. La recherche pour cet article a été effectuée à partir d'une conférence internationale organisée par le Syndicat des ouvrières du vêtement du 19 septembre (octobre 1986). *Costurera* est l'équivalent mexicain d'ouvrière du vêtement.

BIBLIOGRAPHIE

AGUILAR MORA, MANUEL

1982 *El Bonapartismo mexicano*, t.I. *Ascenso y decadencia*. México: éd. Juan Pablo.

BERNIER, BERNARD

1979 « Main-d'œuvre féminine et ethnicité dans trois usines de vêtement de Montréal ». *Anthropologie et Sociétés* 3(2): 117-139.

BROOKS, DAVID

1987 « Mexico: Whose Crisis, Whose Future? » *NACLA Report on the Americas* 21(5-6): 13-39.

BURAWOY, MICHAEL

1985 *The Politics of Production*. Londres: Verso.

GILLY, ADOLFO

1987 « Obrégonisme et cardénisme au Mexique (1920-1940) ». Dans *Cahiers d'Étude et de Recherche*,: *Le populisme en Amérique Latine*: 7-12.

LAMAS, MARTA

1986 « El movimeiento de las costureras ». *fem* 10(45): 4-10.

MACLEOD, CATHERINE

1974 « Women in Production: The Toronto Dressmakers Strike of 1931 ». Dans *Women at Work 1850-1930*, Janice Acton et al (éds.). Toronto: Women's Press: 309-330.

TEAL, GREG

1986 *The Organization of Production and the Heterogeneity of the Working Class: Occupation, Gender and Ethnicity Among Clothing Workers in Québec*. Thèse de doctorat en anthropologie, Université McGill, Montréal.